

## Rapport de présentation et impact du projet

-----

Projet de décret modifiant le décret n°2003-1267 du 23 décembre 2003, fixant les dispositions applicables à certains agents du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie visés par l'article 34 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Projet d'arrêté fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux agents contractuels visés par l'article 34 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Les fonctionnaires de catégorie C ont bénéficié d'une revalorisation de leurs grilles indiciaires et de la modification de la durée de séjour de certains de leurs échelons à compter du 1<sup>er</sup> février 2014 afin de tenir notamment compte de l'augmentation du SMIC.

Pour les mêmes raisons, il est proposé d'appliquer à l'identique des échelles 3 et 4 de rémunération des fonctionnaires les revalorisations accordées aux agents dits « Berkani » ainsi que les modifications de durée d'échelon. En effet, ces grilles de rémunération étaient, à l'origine, identiques aux échelles 3 et 4 de rémunération des fonctionnaires de catégorie C.

Or, en l'absence de revalorisation depuis le 1<sup>er</sup> février 2014, tous les agents de la 2<sup>e</sup> catégorie (12 agents) et un tiers des agents de la 1<sup>ère</sup> catégorie (la 1<sup>ère</sup> catégorie représente 156 agents) sont actuellement rémunérés sur la base d'un indice situé en dessous du niveau du SMIC et bénéficient de ce fait de l'indemnité différentielle pour atteindre le niveau du SMIC. Cependant, leurs perspectives d'évolution salariale s'en trouvent réduites puisqu'ils peuvent avancer dans la grille indiciaire sans voir augmenter leur rémunération, tant que leur indice n'atteint pas celui correspondant au SMIC.

Cette revalorisation des grilles indiciaires nécessite à la fois la modification du décret n°2003-1267 du 23 décembre 2003 afin de modifier les durées d'échelon et de reclasser les agents en fonction de leur ancienneté, ainsi que l'abrogation de l'arrêté du 16 novembre 2012 fixant l'échelonnement indiciaire des agents « Berkani » pour le remplacer par un nouvel arrêté indiciaire.

En année pleine, l'impact financier peut être évalué à 54 k€ non chargé et 72 k€ chargé pour 168 agents concernés, représentant un peu plus de 93 ETP.